

La répression d'Etat et l'arme de la dissolution : Les enseignements politiques de la victoire du Comité Action Palestine au Conseil d'Etat

La répression d'Etat et l'arme de la dissolution :

Les enseignements politiques de la victoire du Comité Action Palestine au Conseil d'Etat

Après la suspension par le conseil d'Etat du décret de dissolution du Comité Action Palestine, nous avons jugé utile et nécessaire d'échanger avec les militants de la cause des exploités et des opprimés sur les premiers enseignements à tirer de notre lutte victorieuse au Conseil d'Etat afin de faire collectivement face à la répression.

L'Etat français, incarné par Macron, dans sa phase impérialiste pourrissante, est en crise et tout ce qui n'est pas conforme à la pseudo « vision républicaine » est relégué au rang de terroriste, de séparatiste ou d'antisémite. Dans ce système capitaliste en crise de légitimité, chaque jour la paupérisation et l'exploitation jettent des milliers de gens aux marges de la société. Ici en France il faut faire taire toute voix critique, toute résistance, et partout dans le monde soutenir les alliés comme l'entité sioniste qui subit les assauts victorieux de la résistance populaire. Lorsque le

capitalisme perd la capacité à justifier auprès des peuples la loi arbitraire et irrationnelle du profit et de l'enrichissement de quelques-uns, lorsque le racisme et l'islamophobie ne suffisent plus à justifier l'ordre social injuste, le pouvoir politique se crispe et tape sur les récalcitrants. La police apparaît pour ce qu'elle est : au service de la République bourgeoise qui gouverne sans le peuple et contre le peuple.

En raison de cette instabilité du système, le pouvoir utilise abondamment la dissolution en criminalisant l'action militante. La répression du mouvement de solidarité avec le peuple palestinien témoigne de l'alignement sioniste du système politique en France et de l'inquiétude existentielle de l'entité sioniste face à une résistance palestinienne chaque jour plus déterminée et plus unifiée. Ce fait rend plus que jamais nécessaire de porter haut et fort les revendications du peuple et des principales organisations de la résistance palestinienne.

A l'occasion de ce débat public, le Comité Action Palestine vous propose dans un premier temps de partager les premiers enseignements de sa lutte victorieuse au Conseil d'Etat contre le gouvernement qui amalgame intentionnellement solidarité avec le peuple palestinien, terrorisme et antisémitisme.

La tentative de dissolution du Comité Action Palestine est à replacer dans le cadre plus large d'une répression tous azimuts et généralisée. La violence d'Etat et policière s'abat sur les quartiers populaires. Elle a été implacable avec les gilets jaunes, mutilés, emprisonnés, humiliés. Elle est implacable avec tous les militants épris de justice et d'égalité. Il s'agira aussi, dans un second temps, d'échanger autour de la nécessité de s'organiser collectivement pour faire face à cette offensive réactionnaire et liberticide : comment s'organiser pour résister à la violence d'Etat ? Comment les militants pourraient unir leurs forces pour porter la voix des opprimés ici et partout dans le monde, et en

particulier en Palestine ?

Nous, Comité Action Palestine, avec l'appui de la Campagne unitaire pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, vous attendons pour des échanges politiques fraternels et sincères pour promouvoir la cause des peuples.

« Seule la lutte libère ». Thomas Sankara